Industrie Canada Industry Canada

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada

Rapport annuel 2007-2008

Canada

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) est un programme national offert dans l'ensemble des provinces et des territoires. Dans le cadre de ce programme, les institutions financières accordent aux petites entreprises des prêts à terme d'un montant maximal de 250 000 $ pour l'achat de terrains, d'immeubles ou de matériel, ou pour l'amélioration d'immeubles ou de matériel. Le gouvernement du Canada verse aux prêteurs 85 p. 100 des pertes admissibles sur les prêts en souffrance. L'effet d'accroissement, témoin de la capacité du Programme FPEC d'offrir aux petites et moyennes entreprises un financement auquel elles n'auraient pas accès autrement, ou seulement à des conditions moins intéressantes, est l'un des objectifs visés. Le recouvrement des coûts, c'est-à-dire la compensation du coût d'indemnisation des pertes sur prêts par les recettes perçues sur les prêts pendant 10 ans, est l'autre objectif.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)
Tél. (appels locaux) : 613-941-5995
ATS : 1-800-465-7735
Téléc. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)
Téléc. (envois locaux) : 613-954-5779
Courriel : **publications@tpsgc.gc.ca**
Site Web : **www.publications.gc.ca**

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 264D, tour Ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-948-1554
Téléc. : 613-947-7155
Courriel : **production.multimedia@ic.gc.ca**

Cette publication est également offerte par voie électronique sur le Web (**www.ic.gc.ca/lfpec**).

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à **copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca.**

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu185-1/2008
ISBN 978-0-662-06022-2
60531

Imprimé sur du
papier recyclé à 20 %

Ministre de l'Industrie Minister of Industry

Ottawa, Canada K1A 0H5

J'ai le plaisir de présenter au Parlement le rapport annuel 2007-2008 du Programme de financement des petites entreprises du Canada (PFPEC), conformément à l'article 20 de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*.

Le PFPEC vise à faire en sorte que les petites entreprises ayant des difficultés particulières à accéder à du financement soient en mesure d'obtenir le financement dont elles ont besoin pour démarrer, se développer, accroître leur productivité et innover. Ce rapport présente comment Industrie Canada, en partenariat avec les établissements de crédit, a aidé les petites et moyennes entreprises (PME) à accéder à plus de 9 000 prêts d'une valeur dépassant 1 milliard de dollars l'année dernière, ce qui a débouché sur la création de plus de 20 400 emplois au Canada.

L'engagement que nous avons pris en tant que gouvernement d'aider les entrepreneurs canadiens a été clairement présenté dans *Avantage Canada*, notre plan économique à long terme, et dans tous les budgets récents. Grâce à ces mesures, nous avons fait de grands progrès vers la création d'un climat sain et durable qui soit favorable à l'innovation et à la croissance dans tous les secteurs de l'économie.

Les PME du Canada sont les principaux moteurs de notre réussite économique. Le gouvernement reste tout à fait déterminé à maintenir un environnement commercial positif ainsi que des mesures et des programmes appropriés pour soutenir les PME, notamment le PFPEC. Cet engagement est de plus en plus important, compte tenu du contexte économique difficile dans lequel les entreprises canadiennes fonctionnent aujourd'hui et de la nécessité qu'il y a à constamment innover pour lutter contre la concurrence mondiale.

Tony Clement

Canada

Table des matières

Faits saillants de l'exercice 2007-2008 1

1 Introduction 2

2 Principaux paramètres du Programme 3

3 Administration du Programme 4

4 Examen du rendement et examen financier 5

4.1 Objectifs et incidences du Programme 5

4.2 Activités du Programme 6

4.3 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme 12

5 Projet pilote de location-acquisition 13

5.1 Recettes et dépenses 13

5.2 Responsabilité de l'État dans le cadre du Projet pilote 14

6 Orientations futures 15

Appendice A

Tableaux relatifs à la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* 17

Appendice B

Tableaux relatifs au Projet pilote de location-acquisition 31

Faits saillants de l'exercice 2007-2008

La valeur des prêts contractés par les petites et moyennes entreprises s'élève à plus de 1 milliard de dollars.

En tout, 9 015 prêts ont été consentis à des petites entreprises en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*, le prêt moyen étant de 111 685 $. Les fonds ont contribué à financer le démarrage de nouvelles entreprises et ont aidé des entreprises établies à apporter des améliorations, à acheter du matériel et à se moderniser.

En tout, 99,3 millions de dollars ont été versés en indemnités à des prêteurs.

Au total, 1 843 demandes d'indemnisation ont été réglées, pour un montant global de 99,3 millions de dollars, soit en moyenne 53 877 $ par demande. Ces demandes concernaient des prêts en souffrance enregistrés sur la période de neuf ans, soit de 1999 à 2008.

Les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises ont bénéficié de la plus grande part du financement offert.

Les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises ont emprunté plus de 626,8 millions de dollars, soit 62 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis.

Plus de 20 400 emplois ont été créés.

Les emprunteurs estiment que les prêts leur ont permis de créer 20 424 emplois dans l'ensemble du Canada, soit en moyenne 2,3 nouveaux emplois par prêt.

Il est possible d'emprunter dans chaque province et territoire.

Au total, 1 260 prêteurs du secteur privé — répartis dans l'ensemble des provinces et des territoires — sont admissibles pour participer à ce programme de financement des petites entreprises.

Le site Web du Programme de financement des petites entreprises du Canada figure au nombre des sites Web d'Industrie Canada comptant le plus grand nombre de visites.

Le site Web du Programme de financement des petites entreprises du Canada a enregistré 165 363 visites, preuve du vif intérêt suscité par l'accès au financement.

1. Introduction

Prêter main-forte aux entreprises

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) a pour objet d'aider un segment important de l'économie, soit les petites et moyennes entreprises, à accéder au financement. Le Programme FPEC contribue à remédier à une lacune dans la gamme d'instruments de financement offerts à ces entreprises, qui auraient sans doute du mal autrement à réunir les conditions nécessaires pour obtenir les capitaux dont elles ont besoin.

Le Programme FPEC doit son succès au fait que le gouvernement du Canada partage les risques avec les prêteurs du secteur privé, qui peuvent donc mettre plus de fonds à la disposition des petites entreprises.

La *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* (LFPEC ou la Loi) est entrée en vigueur en 1999, en remplacement de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, elle aussi fructueuse, en place depuis 1961. La LFPEC permet le financement de prêts à terme et le financement par emprunt reposant sur l'actif. (Voir la section 2 pour des détails sur les paramètres du Programme.)

En 2007-2008, le Programme FPEC a aidé des petites et moyennes entreprises à obtenir plus de 9 000 prêts, d'un montant global dépassant 1 milliard de dollars. Depuis 1999, près de 10 milliards de dollars en prêts ont été consentis.

Industrie Canada administre le Programme FPEC, enregistre les prêts, perçoit les droits et les frais et verse aux prêteurs les parts admissibles des pertes sur prêts en souffrance. Cependant, le Ministère n'intervient pas dans l'évaluation des demandes de prêt. Il ne cible aucun groupe ni aucune région en particulier.

Il appartient aux prêteurs du secteur privé de prendre toutes les décisions en matière de crédit liées à l'approbation et à l'administration des prêts, et de verser les fonds. Conformément à la LFPEC et à son règlement, les prêteurs doivent faire preuve de diligence raisonnable, comme pour leurs propres prêts ordinaires. De plus, ils doivent enregistrer des titres en garantie des prêts accordés.

Quelque 1 260 banques à charte, sociétés de crédit et caisses populaires, comptant plus de 14 600 points de service dans l'ensemble des provinces et des territoires, sont au nombre des prêteurs auxquels les Canadiens peuvent faire appel.

2. Principaux paramètres du Programme

Le Programme FPEC fonctionne selon les grands paramètres suivants.

- **Types d'actifs financés :** les prêts doivent servir à financer : 1) du matériel; 2) des biens immeubles; 3) des améliorations locatives; 4) les droits d'enregistrement au Programme.
- **Petites entreprises admissibles :** uniquement les entreprises à but lucratif; les entreprises agricoles et les œuvres de bienfaisance sont exclues; les recettes annuelles ne peuvent pas dépasser 5 millions de dollars; l'entreprise doit être exploitée au Canada et y avoir un lieu d'affaires, et les biens destinés à son exploitation doivent être au Canada.
- **Pourcentage du coût des actifs accepté pour le financement :** le financement offert ne peut dépasser 90 p. 100 du coût admissible des actifs.
- **Droits et frais :** des droits correspondant à 2 p. 100 du montant financé sont versés lors de l'enregistrement. Ils peuvent être inclus dans le prêt accordé en vertu du Programme FPEC. De plus, le prêteur doit payer des frais d'administration de 1,25 p. 100 (paiement trimestriel) sur le solde des prêts. Il peut répercuter ces frais sur l'emprunteur, mais seulement en les incluant dans le taux d'intérêt appliqué à leur prêt.
- **Taux d'intérêt maximal :** le taux variable maximal est égal au taux préférentiel du prêteur, majoré de 3 p. 100 (frais d'administration de 1,25 p. 100 compris). Le taux fixe maximal est égal au taux hypothécaire résidentiel pratiqué par le prêteur, majoré de 3 p. 100 (frais d'administration de 1,25 p. 100 compris).
- **Financement maximal :** un emprunteur ne peut avoir de prêts ou de contrats de location-acquisition en cours d'une valeur totale supérieure à 250 000 $ dans le cadre du Programme FPEC.
- **Durée des prêts :** la durée maximale de tout prêt est de 10 ans à compter de la date à laquelle est prévu le premier paiement sur le principal.
- **Ratio de partage des pertes :** le gouvernement du Canada absorbe une part des pertes admissibles après la réalisation des sûretés. Cette part est de 85 p. 100 pour les prêts en souffrance. Les prêteurs sont responsables des 15 p. 100 restants.
- **Plafond des demandes d'indemnisation :** chaque prêteur a un compte distinct pour les prêts enregistrés dans le cadre du Programme. Le gouvernement du Canada a pour obligation envers chacun de régler les demandes d'indemnisation admissibles (c.-à-d. 85 p. 100 des pertes admissibles) pour les prêts en souffrance enregistrés au compte du prêteur, à concurrence de 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 $ des prêts enregistrés, de 50 p. 100 de la deuxième tranche de 250 000 $ et de 10 p. 100 de tous les prêts dépassant 500 000 $.

3. Administration du Programme

La Direction du Programme de financement des petites entreprises du Canada d'Industrie Canada est chargée de l'administration du Programme FPEC (volet des prêts) et du Projet pilote de location-acquisition (PPLA). Le PPLA a pris fin le 31 mars 2007, mais la Direction continue de traiter les demandes d'indemnisation et de percevoir les revenus et les recouvrements pour les contrats de location-acquisition enregistrés avant 2007. (Voir la section 5 pour des détails sur le PPLA.)

En 2007-2008, la Direction employait 26 personnes à plein temps et disposait d'un budget annuel d'environ 2,1 millions de dollars. Les petites entreprises et les prêteurs ont adressé 1 950 demandes de renseignements par téléphone (ligne-info) ou par courriel (site Web). Le site Web du Programme a été consulté à 165 363 reprises, ce qui en fait l'un des sites Web d'Industrie Canada comptant le plus grand nombre de visites. Il a fallu, en moyenne, moins de deux jours pour enregistrer les prêts.

Demandes d'indemnisation pour pertes

La Direction évalue les demandes d'indemnisation pour pertes et rembourse les pertes admissibles aux prêteurs. En 2007-2008, la Direction a accepté 94 p. 100 (1 843) des demandes d'indemnisation présentées en vertu du Programme FPEC et en a rejeté 6 p. 100 (115) (voir le tableau 1). Ce taux de rejet est stable par rapport à l'exercice précédent. Au cours de 2007-2008, 95 p. 100 (35) des demandes d'indemnisation présentées dans le cadre du PPLA ont été acceptées. Le délai de traitement des demandes au cours de l'exercice était en moyenne de 14 jours, comme en 2006-2007.

En tout, la Direction a reçu neuf appels de décisions rendues dans le cadre du Programme FPEC. Chaque appel a été examiné à la lumière de tout nouvel élément d'information et de toute clarification supplémentaire apportés, à la suite de quoi la Direction a accepté trois appels et en a rejeté six. Il n'y a eu aucun appel concernant le PPLA.

Tableau 1 : Activités relatives aux demandes de remboursement pour pertes

Transactions	2007-2008		2006-2007	
	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)
Prêts enregistrés, Programme FPEC	9 015	1 006 841,4	9 596	1 024 838,0
Demandes d'indemnisation traitées pour pertes sur prêts, Programme FPEC				
Demandes acceptées	1 843	99 296,2	1 681	80 855,9
Demandes rejetées	115		96	
Total des demandes	**1 958**	**99 296,2**	**1 777**	**80 855,9**
Demandes d'indemnisation traitées pour pertes sur prêts, Programme PPLA				
Demandes acceptées	35	898,3	16	443,1
Demandes rejetées	2		0	
Total des demandes	**37**	**898,3**	**16**	**443,1**

4. Examen du rendement et examen financier

4.1 Objectifs et incidences du Programme

Le Programme FPEC vise deux objectifs : l'effet d'accroissement et le recouvrement des coûts.

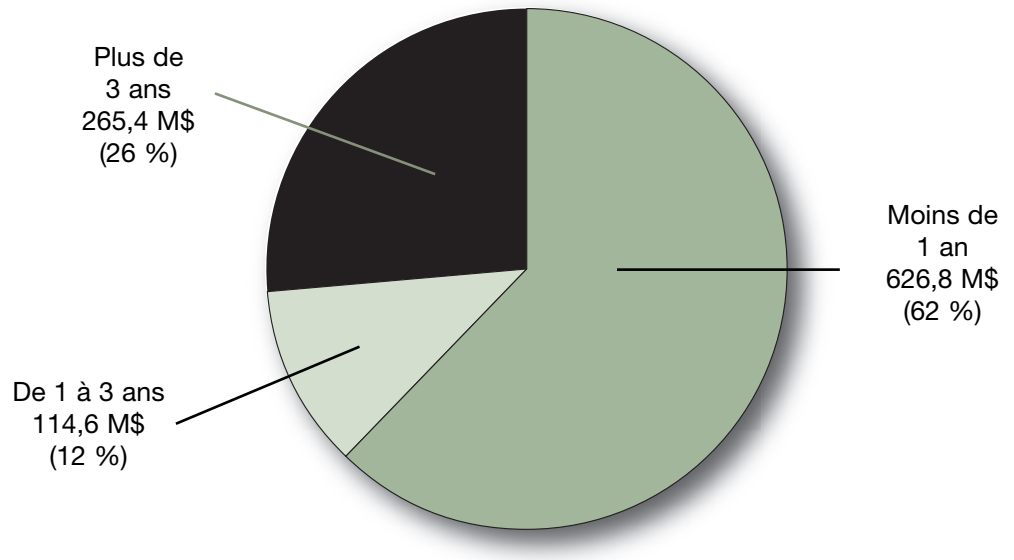
On entend par *effet d'accroissement* l'accès des petites et moyennes entreprises à un financement qu'elles ne pourraient obtenir autrement, sinon à des conditions moins avantageuses.

D'après la recherche, ce sont les nouvelles entreprises et celles en démarrage qui ont le plus de difficulté à obtenir des capitaux[1]. Par conséquent, le nombre d'entre elles qui bénéficient de prêts peut être un indicateur de l'effet d'accroissement. En 2007-2008, ces entreprises ont emprunté 626,8 millions de dollars, soit 62 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis dans le cadre du Programme (voir la figure 1), ce qui tend à confirmer l'effet d'accroissement du Programme.

On entend par *recouvrement des coûts* le fait que le coût des indemnités versées pour des prêts non remboursés sera compensé par les recettes du Programme FPEC.

Pour la période quinquennale actuelle (2004-2009), les recettes du Programme FPEC s'élevaient à 160,8 millions de dollars au 31 mars 2008 (voir le tableau 2). Les dépenses totales au titre du versement d'indemnités atteignaient 129,6 millions de dollars, ce qui donne un solde net de 31,2 millions de dollars. Un solde net positif en début de période quinquennale tient au fait que l'on commence à percevoir les droits et les frais sur les prêts au moment de l'enregistrement, alors que les

Figure 1 : Valeur des prêts consentis selon le nombre d'années d'activité des entreprises qui empruntent, Programme FPEC, 2007-2008



Pour plus de détails, voir le tableau VIII de l'appendice A.

[1] Source : Programme de recherche sur le financement des PME, *Principales statistiques sur le financement des petites entreprises*, décembre 2006.

Tableau 2 : Recettes et dépenses cumulatives du Programme FPEC, présentées par périodes administratives de cinq ans		
	1999-2004 (milliers de dollars)	**2004-2009* (milliers de dollars)**
Recettes		
Droits d'enregistrement	106 135,31	82 223,92
Frais d'administration	176 276,75	78 544,38
Recettes totales	**282 412,06**	**160 768,29**
Dépenses		
Indemnités versées	396 713,57	129 601,12
Dépenses totales	**396 713,57**	**129 601,12**
Recettes totales moins dépenses totales	**(114 301,51)**	**31 167,17**

**Cette colonne contient les données des quatre premières années (du 1er avril 2004 au 31 mars 2008) de la période courante.*

Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.

Pour plus de détails, voir les tableaux 1a et 1b de l'appendice A.

demandes d'indemnisation sont généralement présentées de deux à quatre ans après que les prêts ont été consentis. Pour la première période quinquennale du Programme FPEC (1999-2004), les dépenses dépassaient les recettes de 114,3 millions de dollars au moment du compte rendu.

Petites entreprises et création d'emplois

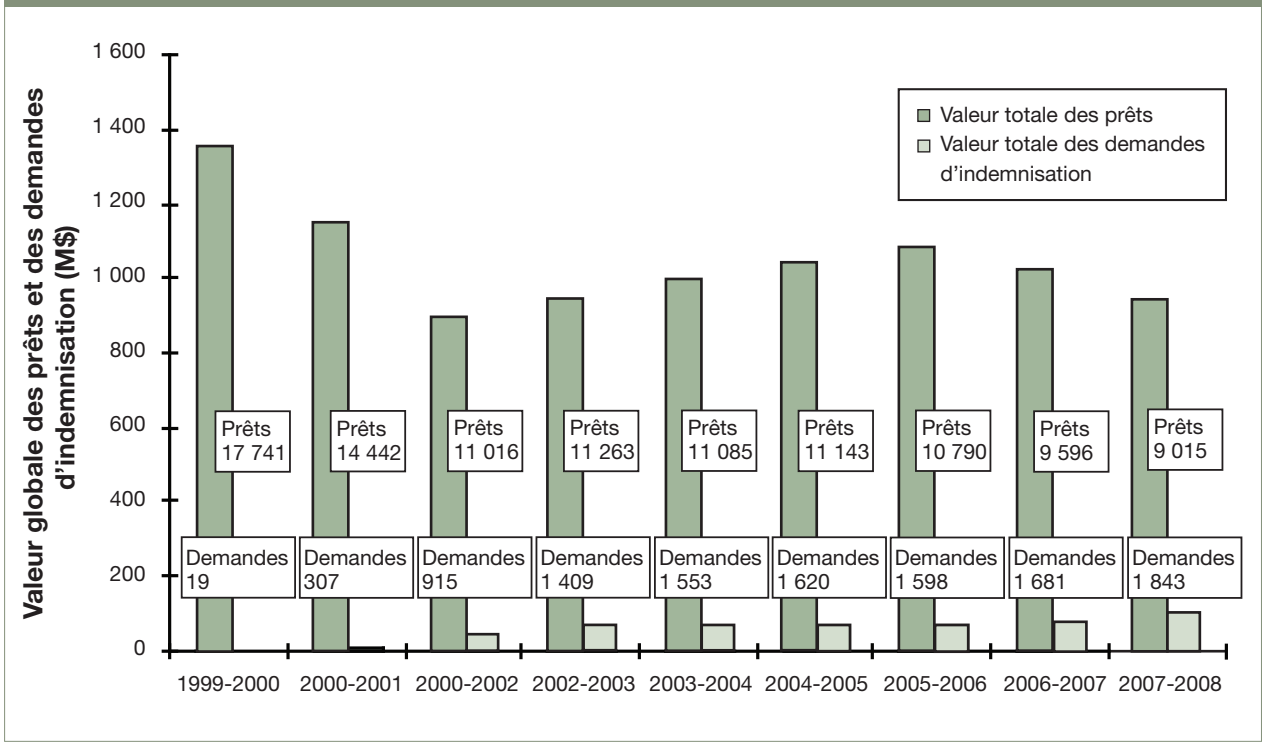
Les petites et moyennes entreprises sont des moteurs de la création d'emplois. Grâce à l'information fournie par les emprunteurs sur leurs formulaires d'enregistrement de prêts, le Programme FPEC peut évaluer l'effet général sur l'emploi. En 2007-2008, les emprunteurs estimaient que ces prêts aideraient leurs entreprises à créer, au total, 20 424 emplois, soit 2,3 emplois par prêt. Au cours de l'exercice précédent, en 2006-2007, ils estimaient la création d'emplois à 1,8 emploi par prêt. Au cours de ces deux années, le Programme FPEC a contribué à créer environ 38 149 emplois, soit 2 emplois par prêt.

4.2 Activités du Programme

Prêts, réussite des entreprises et demandes d'indemnisation

En 2007-2008, la valeur globale des prêts consentis par les prêteurs du secteur privé dans le cadre du Programme FPEC dépassait 1 milliard de dollars. Cela représente une injection importante de nouveaux capitaux pour les petites et moyennes entreprises. En tout, 9 015 prêts ont été consentis, soit environ 6 p. 100 de moins que pendant l'exercice précédent (voir la figure 2). Le montant moyen des prêts a augmenté de 5 p. 100, pour passer à 111 685 $ (voir la figure 3).

Figure 2 : Nombre et valeur des prêts et des demandes d'indemnisation, Programme FPEC, 1999-2008



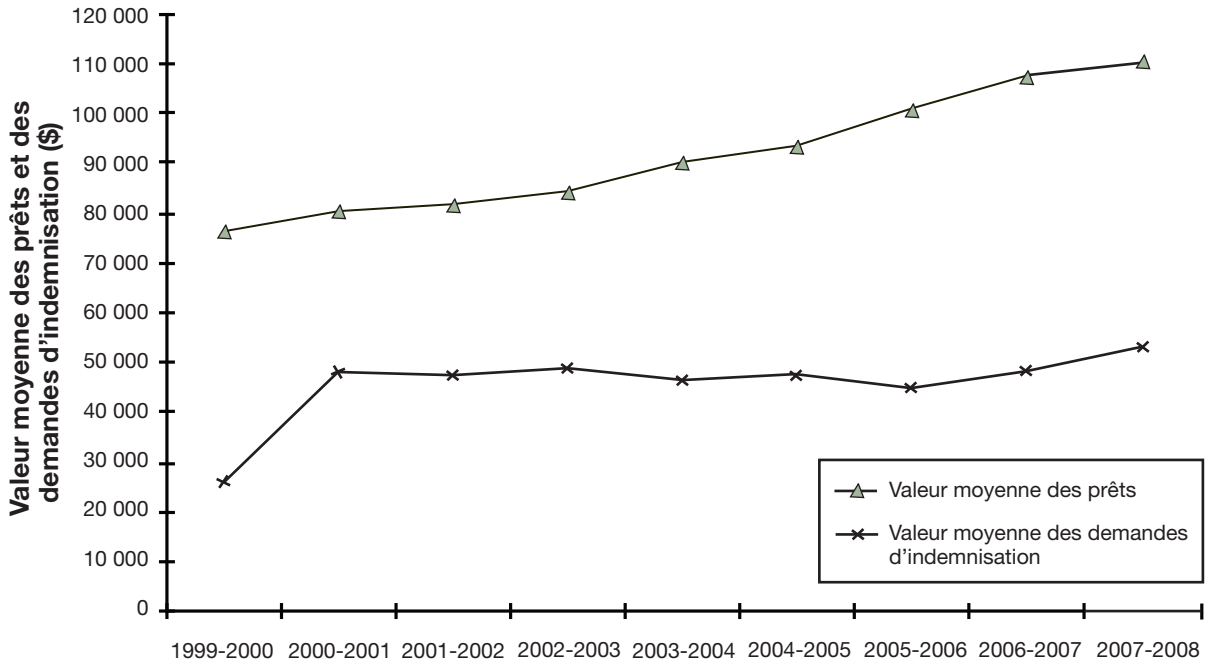
Les demandes d'indemnisation sont généralement présentées dans les quatre ans qui suivent l'octroi des prêts[2], ce qui explique le nombre croissant de demandes plus tard dans le cycle de vie du Programme. Le Programme FPEC est entré en vigueur en 1999.

Pour plus de détails, voir le tableau II de l'appendice A.

Un bon financement à des taux abordables ne suffit pas à assurer la réussite de toutes les entreprises. En 2007-2008, 1 843 demandes d'indemnisation ont été réglées, pour un montant global de 99,3 millions de dollars, soit en moyenne 53 877 $ par demande (voir les figures 2 et 3). Ces demandes d'indemnisation portaient sur des prêts en souffrance enregistrés au cours de la période de neuf ans, de 1999 à 2008. La valeur moyenne des demandes d'indemnisation a augmenté de 12 p. 100 par rapport à l'exercice précédent.

[2] *Sources de risques et de revenus pour le portefeuille du Programme de financement des petites entreprises au Canada : rapport final, phase I*

Figure 3 : Valeur moyenne des prêts et des demandes d'indemnisation, Programme FPEC, 1999-2008



Pour plus de détails, voir le tableau II de l'appendice A.

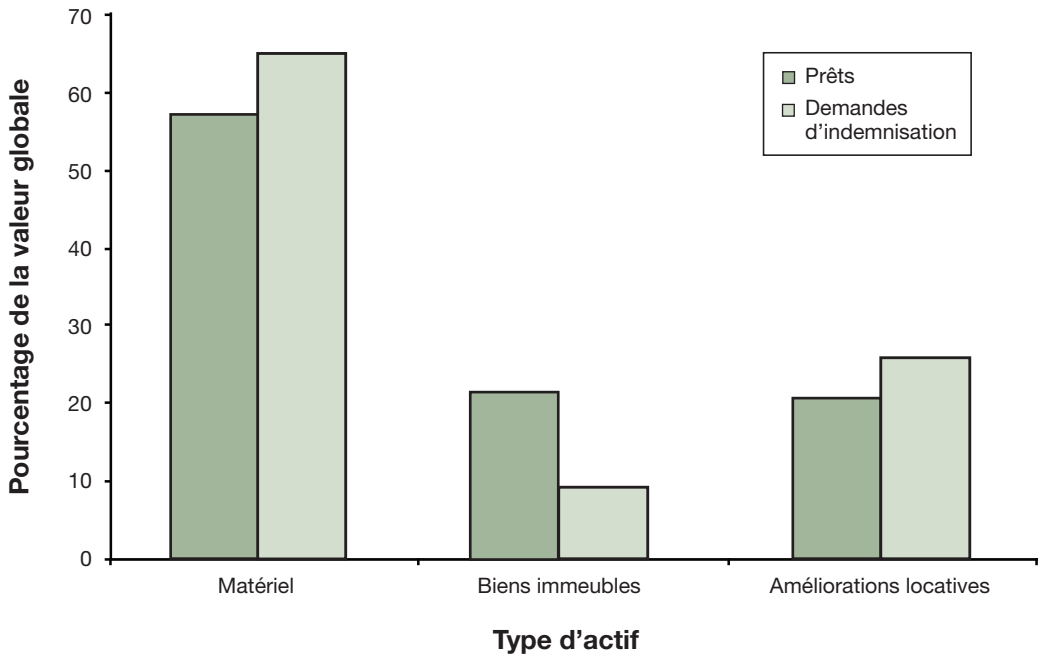
Investissements dans la modernisation et la croissance — Examen selon le type d'actif

Les entreprises ont emprunté des capitaux pour diverses raisons. Elles ont investi dans du matériel et des biens immeubles, et ont apporté d'autres améliorations et innovations. La figure 4 montre la répartition de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon le type d'actif au cours des neuf années du Programme FPEC. L'achat de matériel représentait la majeure partie de la valeur globale des prêts (56 p. 100) et des demandes d'indemnisation (65 p. 100). Au cours de la même période, les améliorations locatives représentaient 23 p. 100 de la valeur globale des prêts et 26 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation. Enfin, l'achat de biens immeubles représentait le plus faible pourcentage (21 p. 100) de la valeur globale des prêts et 9 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation.

En 2007-2008 :

- Une proportion de 49 p. 100 de la valeur globale des prêts a servi à l'achat de matériel (moyenne de 56 p. 100 sur neuf ans); 36 p. 100, à des améliorations locatives (moyenne de 23 p. 100 sur neuf ans); et 15 p. 100, à l'achat de biens immeubles – terrains et immeubles (moyenne de 21 p. 100 sur neuf ans).
- La valeur globale des demandes d'indemnisation correspond à la moyenne sur neuf ans (64 p. 100 pour le matériel, 27 p. 100 pour les améliorations locatives et 9 p. 100 pour les biens immeubles).

Figure 4 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon le type d'actif, Programme FPEC, 1999-2008



Pour plus de détails, voir le tableau III de l'appendice A.

Prêts à des entreprises de toutes les provinces et de tous les territoires

Grâce à un vaste réseau de prêteurs du secteur privé, le Programme FPEC peut servir des entreprises canadiennes dans l'ensemble du pays, qu'elles soient établies dans de grands centres urbains, des petites villes ou des collectivités rurales. Le Programme est axé sur la demande. Son utilisation reflète les choix des prêteurs et des emprunteurs.

En 2007-2008, des entreprises de chaque province et territoire ont contracté des prêts, mais ce sont le Québec et l'Ontario qui en ont enregistré la plus forte proportion. En effet, les entreprises de ces deux provinces ont contracté 5 930 prêts au cours de cet exercice (71 p. 100 de la valeur globale des prêts), ce qui porte à 67 353 (66 p. 100) le nombre total de prêts qui leur ont été consentis au cours de la période 1999-2008. Des études montrent que 58 p. 100 des petites et moyennes entreprises canadiennes à but lucratif sont établies en Ontario et au Québec[3].

À eux deux l'Ontario et le Québec représentaient 86 p. 100 de la valeur des demandes d'indemnisation durant 2007-2008 et 82 p. 100 (Ontario 51 p. 100; Québec 31 p. 100) de celles soumises de 1999 à 2008. Pour plus de détails, voir le tableau IV de l'appendice A.

[3] Source : Programme de recherche sur le financement des PME, *Principales statistiques sur le financement des petites entreprises*, décembre 2006.

Les services d'alimentation et de restauration, le commerce de détail, la fabrication, les transports et l'entreposage sont les secteurs qui empruntent le plus

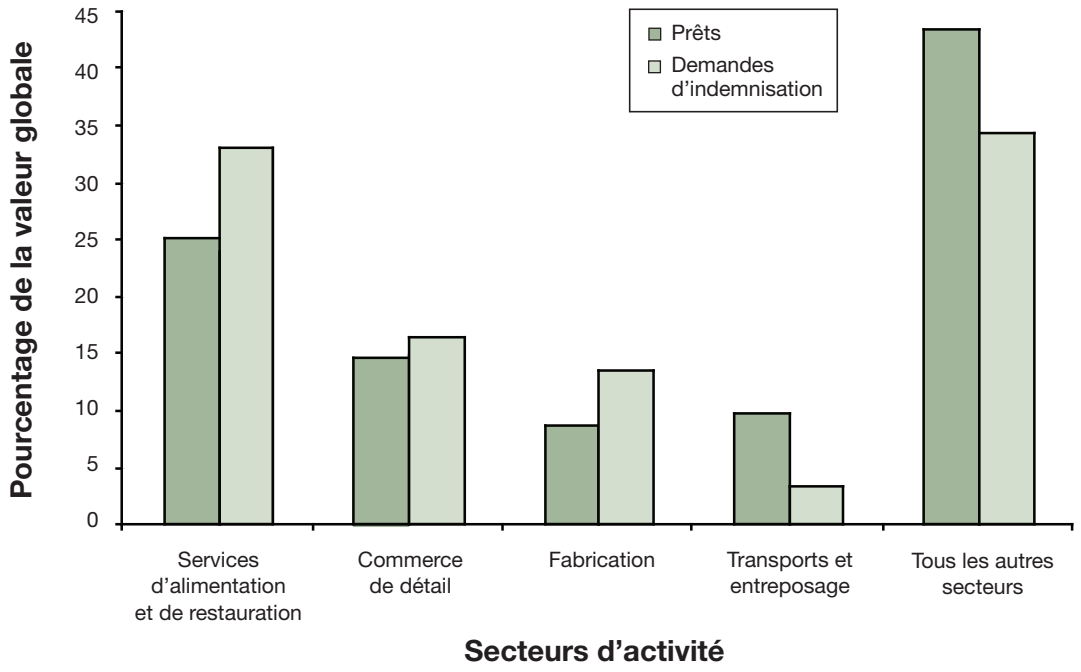
D'après la moyenne sur neuf ans, 25 p. 100 de la valeur globale des prêts a été accordée au secteur des services d'alimentation et de restauration, 15 p. 100 à celui du commerce de détail, 9 p. 100 à celui des transports et de l'entreposage et 8 p. 100 à celui de la fabrication (voir la figure 5).

Au cours de la période de neuf ans, de 1999 à 2008, une proportion de 33 p. 100 de la valeur globale des indemnités a été versée aux services d'alimentation et de restauration, de 16 p. 100 au secteur du commerce de détail et de 13 p. 100 au secteur de la fabrication.

En 2007-2008 :

- Ensemble, ces quatre principaux secteurs d'activité représentaient 63 p. 100 de la valeur globale des prêts et 59 p. 100 du nombre total de prêts. Ces proportions sont supérieures à la moyenne de la valeur globale des prêts (57 p. 100) et du nombre de prêts (54 p. 100) sur neuf ans.
- Les emprunts contractés par tous les autres secteurs — entre autres les soins de santé, la construction, les services éducatifs, les industries de l'information et culturelles, et les industries minières, pétrolières et gazières — représentaient 37 p. 100 de la valeur globale des prêts.

Figure 5 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, Programme FPEC, 1999-2008



Pour plus de détails, voir le tableau V de l'appendice A.

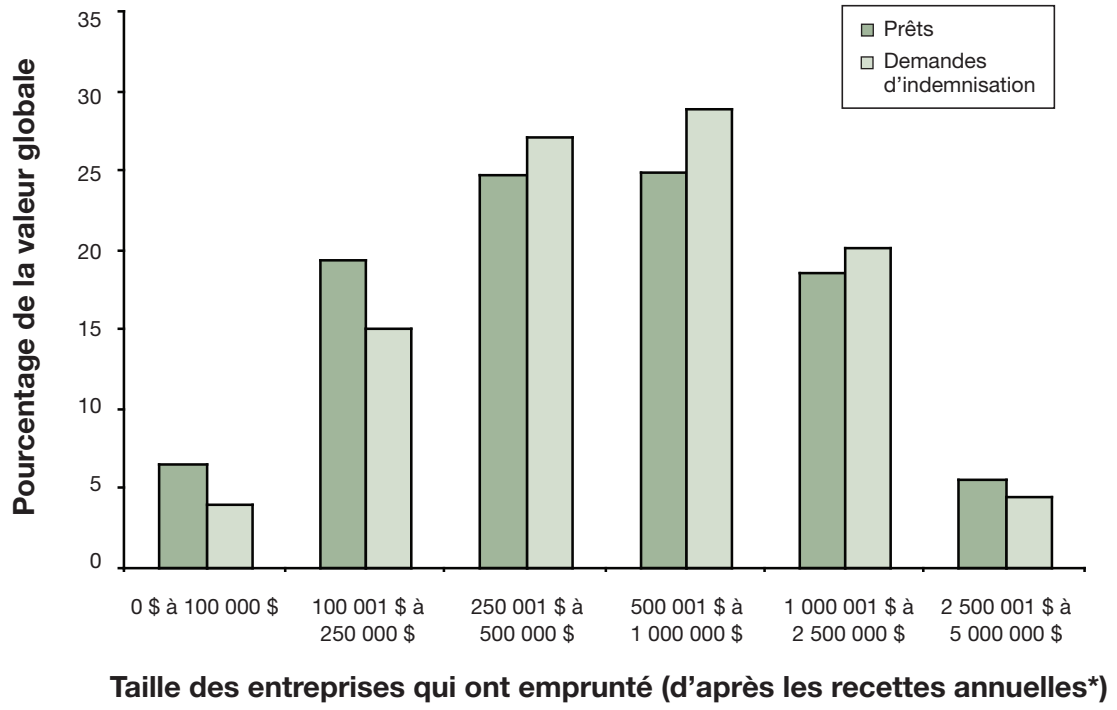
- En ce qui concerne les demandes d'indemnisation, une part importante et constante des remboursements pour pertes, soit 65 p. 100 de la valeur des demandes, a été accordée aux quatre principaux secteurs d'activité.

Stabilité du type et de la taille des entreprises

- En 2007-2008, les entreprises non franchisées ont bénéficié de 78 p. 100 de la valeur globale des prêts (83 p. 100 pour la période 1999-2008), contre 22 p. 100 (17 p. 100 pour la période 1999-2008) pour les entreprises franchisées. En tout, une proportion de 21 p. 100 de la valeur des demandes d'indemnisation se rapportait à des entreprises franchisées, ce qui correspond à la moyenne sur neuf ans. Pour plus de détails, voir le tableau VI de l'appendice A.

- La répartition selon la tranche de recettes des entreprises correspond à la tendance sur neuf ans (voir la figure 6), les entreprises dont les recettes annuelles se situaient entre 100 001 $ et 2 500 000 $ ayant reçu 91 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis en 2007-2008. Au total, 93 p. 100 des indemnités versées concernaient cette tranche d'entreprises, ce qui correspond aux années précédentes.

Figure 6 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon la taille des entreprises qui empruntent, Programme FPEC, 1999-2008



** D'après les prévisions de recettes de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.*

Pour plus de détails, voir le tableau VII de l'appendice A.

4.3 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme

Afin de limiter la responsabilité globale du gouvernement du Canada, la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* plafonne celle-ci à 1,5 milliard de dollars[4] par période de cinq années consécutives pour les demandes d'indemnisation relatives aux prêts en souffrance. Pour les prêts accordés entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2008, les quatre exercices de la période quinquennale actuelle, la responsabilité maximale s'élevait à 578,4 millions de dollars, ce qui est nettement inférieur au plafond prévu par la Loi.

On entend par responsabilité éventuelle le montant maximal que le gouvernement pourrait être appelé à verser aux prêteurs si tous les prêts se trouvaient en souffrance en même temps. La responsabilité éventuelle est la moindre des deux sommes suivantes : la responsabilité maximale moins les pertes remboursées par le gouvernement, ou le solde des prêts en cours. En ce qui concerne les prêts accordés entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2008, le solde de la responsabilité éventuelle de l'État s'élevait à 458,7 millions de dollars.

[4] La responsabilité maximale du gouvernement du Canada équivaut à la somme de sa responsabilité éventuelle envers chaque prêteur, par période de prêts, plafonnée selon la formule 90-50-10. Cette formule limite la responsabilité de l'État envers tout prêteur à 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 $ des prêts au compte du prêteur, à 50 p. 100 de la tranche suivante de 250 000 $ et à 10 p. 100 de la valeur de tous les autres prêts.

5. Projet pilote de location-acquisition

Le Projet pilote de location-acquisition (PPLA), projet quinquennal lancé le 1er avril 2002 afin de déterminer la viabilité et l'utilité du Programme FPEC pour la location-acquisition, a pris fin le 31 mars 2007. Des études et les résultats de ce projet pilote montrent que le marché répond dans une large mesure aux besoins des petites entreprises canadiennes en matière de location-acquisition, et ce, sans aide du gouvernement. La Direction du Programme FPEC continue de traiter les demandes d'indemnisation, de percevoir les frais d'administration et de s'occuper des recouvrements pour les contrats enregistrés avant 2007.

5.1 Recettes et dépenses

Pour la période de six ans (2002-2008), les recettes atteignaient 5,6 millions de dollars. Les dépenses totales au titre des demandes d'indemnisation s'élevaient à 1,9 million de dollars, ce qui donne un solde net de 3,7 millions de dollars (voir le tableau 3). L'on s'attend à un solde net positif en début de période, parce que les droits et les frais sont perçus au moment de l'enregistrement des contrats de location-acquisition, alors que les demandes d'indemnisation sont généralement présentées dans les quatre ans suivant la mise en place des contrats. En tout, 35 demandes d'indemnisation ont été reçues en 2007-2008. Pour plus de détails, voir le tableau I de l'appendice B.

Tableau 3 : Bilan cumulatif des recettes et des dépenses, PPLA

	2002-2008 (milliers de dollars)
Recettes	
Droits d'enregistrement	2 673,35
Frais d'administration	2 910,41
Recettes totales	**5 583,76**
Dépenses	
Indemnités versées	1 854,48
Dépenses totales	**1 854,48**
Recettes totales moins dépenses totales	**3 729,28**

Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.

Pour plus de détails, voir le tableau II de l'appendice B.

5.2 Responsabilité de l'État dans le cadre du Projet pilote

Afin de limiter la responsabilité du gouvernement du Canada dans le cadre du PPLA, celle-ci a été plafonnée à 400 millions de dollars[5]. Pour les contrats de location-acquisition conclus dans le cadre du Projet pilote, la responsabilité maximale s'élevait à 15,7 millions de dollars, ce qui est nettement inférieur au plafond prévu par la Loi.

Le 31 mars 2008, le solde de la responsabilité éventuelle de l'État était évalué à 14 millions de dollars. La responsabilité éventuelle est le montant maximal que le gouvernement pourrait être appelé à verser aux locateurs si tous les contrats de location-acquisition venaient à ne pas être respectés simultanément. La responsabilité éventuelle est la moindre des deux sommes suivantes : la responsabilité maximale moins les pertes remboursées par le gouvernement, ou le solde des contrats de location-acquisition en cours.

[5] La responsabilité maximale du gouvernement du Canada équivaut à la somme de sa responsabilité éventuelle envers chaque locateur, par période de crédit-bail, plafonnée selon la formule 90-50-10. Cette formule limite la responsabilité de l'État envers tout locateur à 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 $ de la valeur des contrats au compte du locateur, à 50 p. 100 de la tranche suivante de 250 000 $ et à 10 p. 100 de la valeur de tous les autres contrats.

6. Orientations futures

Industrie Canada continue de chercher à améliorer le Programme FPEC, tout en assurant sa surveillance et son examen périodiques à l'aide d'un cadre d'évaluation qui permet un suivi de ses activités axé sur les résultats. Parmi les activités prévues par le cadre d'évaluation figurent les suivantes : des enquêtes en vue de savoir dans quelle mesure le Programme est connu et s'il est jugé satisfaisant; une analyse portant sur le recouvrement des coûts et l'effet d'accroissement; et l'évaluation de l'incidence du Programme sur l'économie et sur l'emploi.

En 2008-2009, les travaux de préparation de l'examen approfondi de la période de prêts de 2004 à 2009 du Programme FPEC débuteront. Conformément aux exigences de la Loi, cet examen doit être réalisé tous les cinq ans. Il aide le Ministère à suivre de près et à évaluer le rendement opérationnel et financier du Programme. Cet examen vise à déterminer :

- dans quelle mesure le Programme atteint ses objectifs relatifs à l'effet d'accroissement et au recouvrement des coûts;
- la pertinence du Programme et les défis qu'il doit relever pour combler les besoins de financement des petites et moyennes entreprises dans le contexte changeant du marché;
- les modifications qu'il faut apporter au Programme.

Industrie Canada a commandé d'autres études portant sur ces enjeux. Les résultats de ces études fourniront l'information et les données requises pour le processus d'examen du Programme. Un rapport d'examen complet doit être déposé au Parlement dans les 12 mois suivant le 31 mars 2009.

Appendice A

Tableaux relatifs à la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*

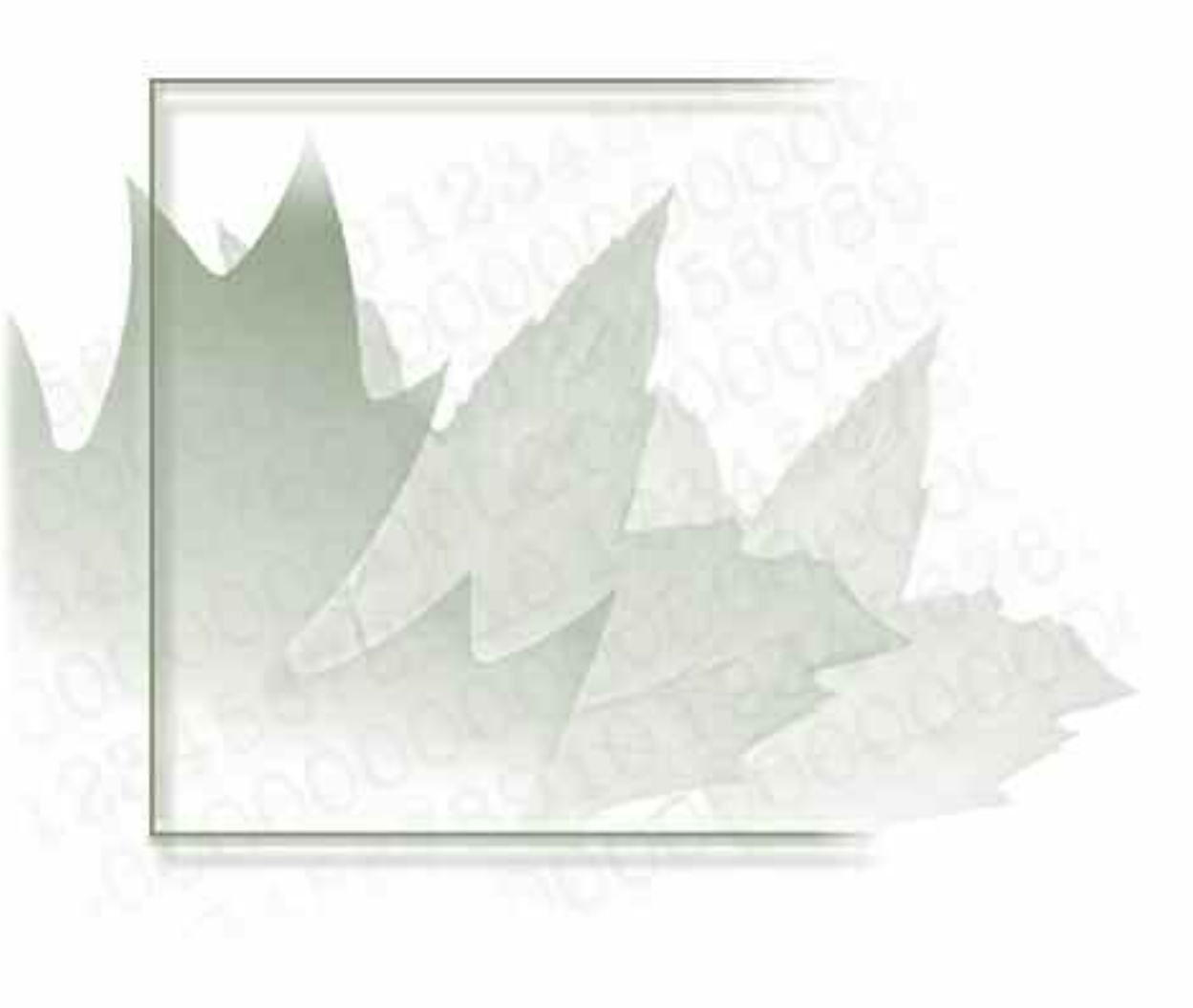


Tableau Ia : Recettes et dépenses liées aux prêts, Programme FPEC, entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2004

Exercice où les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers de dollars)	Types de recettes et de dépenses	Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars)									Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars)
			1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	
1999-2000	1 352 320,5	Droits d'enregistrement de 2 %	26 976,2	(196,5)	(2,3)							26 777,4
		Frais d'administration* de 1,25 %	6 449,6	12 840,8	10 189,6	7 263,2	4 782,9	2 841,0	1 758,4	1 033,0	578,1	47 736,7
		Demandes d'indemnisation réglées	(494,6)	(14 258,3)	(33 482,9)	(32 250,9)	(17 262,3)	(8 954,4)	(4 043,5)	(1 855,6)	(942,8)	(113 545,3)
		Flux de trésorerie annuel	32 931,3	(1 614,0)	(23 295,6)	(24 987,7)	(12 479,4)	(6 113,4)	(2 285,1)	(822,5)	(364,7)	(39 031,1)
2000-2001	1 159 048,0	Droits d'enregistrement de 2 %		23 130,2	(179,9)	(0,5)						22 949,8
		Frais d'administration* de 1,25 %		7 363,3	10 956,8	8 506,5	6 121,3	3 948,7	2 212,0	1 312,5	770,9	41 192,1
		Demandes d'indemnisation réglées		(510,7)	(9 641,2)	(28 589,5)	(28 592,6)	(18 355,8)	(6 908,0)	(3 838,5)	(1 889,6)	(98 325,9)
		Flux de trésorerie annuel		29 982,8	1 135,8	(20 083,6)	(22 471,3)	(14 407,1)	(4 696,0)	(2 525,9)	(1 118,7)	(34 184,0)
2001-2002	899 247,6	Droits d'enregistrement de 2 %			17 919,7	(116,3)						17 803,4
		Frais d'administration* de 1,25 %			5 685,2	8 264,8	6 491,0	4 625,7	2 872,8	1 564,3	940,3	30 444,2
		Demandes d'indemnisation réglées			(320,2)	(7 569,1)	(18 089,6)	(19 614,8)	(8 116,7)	(5 651,0)	(2 734,1)	(62 095,4)
		Flux de trésorerie annuel			23 284,7	579,5	(11 598,6)	(14 989,0)	(5 243,9)	(4 086,7)	(1 793,9)	(13 847,9)
2002-2003	951 159,1	Droits d'enregistrement de 2 %				18 960,2	(135,7)					18 824,5
		Frais d'administration* de 1,25 %				5 553,6	8 652,5	6 660,1	4 508,3	2 694,0	1 466,9	29 535,4
		Demandes d'indemnisation réglées				(381,8)	(7 426,4)	(19 959,3)	(16 664,3)	(8 477,6)	(5 579,4)	(58 488,7)
		Flux de trésorerie annuel				24 132,0	1 090,5	(13 299,2)	(12 156,0)	(5 783,6)	(4 112,5)	(10 128,8)
2003-2004	999 868,3	Droits d'enregistrement de 2 %					19 951,4	(167,7)	(3,2)	(0,3)		(19 780,1)
		Frais d'administration* de 1,25 %					5 681,4	8 749,1	6 353,8	4 115,4	2 468,6	27 368,4
		Demandes d'indemnisation réglées					(292,8)	(8 837,9)	(24 261,5)	(19 332,9)	(11 533,1)	(64 258,3)
		Flux de trésorerie annuel					25 340,0	(256,4)	(17 911,0)	(15 217,9)	(9 064,5)	(17 109,8)

Tableau Ia : Recettes et dépenses liées aux prêts, Programme FPEC, entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2004

Exercice où les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers de dollars)	Types de recettes et de dépenses	Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars)									Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars)
			1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	
Total**	5 361 643,4	Droits d'enregistrement de 2 %	26 976,2	22 933,7	17 737,5	18 843,4	19 815,7	(167,7)	(3,2)	(0,3)	0,0	106 135,3
		Frais d'administration* de 1,25 %	6 449,6	20 204,1	26 831,7	29 588,1	31 729,2	26 824,7	17 705,3	10 719,2	6 224,8	176 276,8
		Demandes d'indemnisation réglées	(494,6)	(14 769,0)	(43 444,3)	(68 791,3)	(71 663,7)	(75 722,2)	(59 994,0)	(39 155,5)	(22 679,0)	(396 713,6)
		Flux de trésorerie annuel	32 931,3	28 368,8	1 124,9	(20 359,8)	(20 118,7)	(49 065,1)	(42 292,0)	(28 436,7)	(16 454,2)	(114 301,5)

** Les frais d'administration de 1,25 p. 100 sont répartis entre les exercices d'après le solde estimatif moyen des prêts impayés au cours de chaque exercice.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau Ib : Recettes et dépenses liées aux prêts, Programme FPEC, entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2008

Exercice où les prêts ont été accordés	Valeur des prêts (milliers de dollars)	Types de recettes et de dépenses	Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars)				Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars)
			2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	
2004-2005	1 041 313,4	Droits d'enregistrement de 2 %	20 798,5	(205,3)			20 593,2
		Frais d'administration de 1,25 %*	6 383,3	10 337,9	7 979,6	6 001,4	30 702,1
		Demandes d'indemnisation réglées	(738,0)	(11 226,1)	(23 552,2)	(21 419,5)	(56 935,8)
		Flux de trésorerie annuel	26 443,8	(1 093,6)	(15 572,6)	(15 418,0)	(5 640,4)
2005-2006	1 087 534,7	Droits d'enregistrement de 2 %		21 706,2	(211,5)		21 494,6
		Frais d'administration de 1,25 %*		6 826,3	10 474,0	8 421,7	25 722,0
		Demandes d'indemnisation réglées		(459,1)	(16 418,7)	(34 247,0)	(51 124,8)
		Flux de trésorerie annuel		28 073,4	(6 156,3)	(25 825,3)	(3 908,2)
2006-2007	1 024 838,0	Droits d'enregistrement de 2 %			20 459,4	(214,0)	20 245,4
		Frais d'administration de 1,25 %*			6 243,2	9 893,9	16 137,1
		Demandes d'indemnisation réglées			(1 162,9)	(19 355,0)	(20 517,9)
		Flux de trésorerie annuel			25 539,7	(9 675,1)	15 864,5
2007-2008	1 006 841,4	Droits d'enregistrement de 2 %				19 890,7	19 890,7
		Frais d'administration de 1,25 %*				5 983,2	5 983,2
		Demandes d'indemnisation réglées				(1 022,6)	(1 022,6)
		Flux de trésorerie annuel				24 851,2	24 851,2
Total**	**4 160 527,4**	**Droits d'enregistrement de 2 %**	**20 798,5**	**21 500,8**	**20 247,9**	**19 676,7**	**82 223,9**
		Frais d'administration de 1,25 %*	**6 383,3**	**17 164,2**	**24 696,8**	**30 300,1**	**78 544,4**
		Demandes d'indemnisation réglées	**(738,0)**	**(11 685,2)**	**(41 133,8)**	**(76 044,0)**	**(129 601,1)**
		Flux de trésorerie annuel	**26 443,8**	**26 979,8**	**3 810,8**	**(26 067,2)**	**31 167,2**

** Les frais d'administration de 1,25 p. 100 sont répartis entre les exercices d'après le solde estimatif moyen des prêts impayés au cours de chaque exercice.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau II : Résumé des activités financières par exercice, Programme FPEC

Exercice	Prêts			Recettes				Dépenses				Résultat net : recettes moins dépenses (milliers de dollars)
	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Valeur moyenne (milliers de dollars)	Droits d'enregistrement (milliers de dollars)	Frais d'administration (milliers de dollars)	Remboursement de recettes d'exercices antérieurs (milliers de dollars)	Recettes globales (milliers de dollars)	Nombre de demandes d'indemnisation	Demandes d'indemnisation réglées (milliers de dollars)	Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs (milliers de dollars)	Dépenses globales (milliers de dollars	
1999-2000	17 741	1 352 320,5	76,2	26 976,2	6 449,6	0,0	33 425,9	19	494,6	0,0	494,6	32 931,3
2000-2001	14 442	1 159 048,0	80,3	23 130,2	20 208,0	(200,4)	43 137,8	307	14 769,0	0,0	14 769,0	28 368,8
2001-2002	11 016	899 247,6	81,6	17 919,7	26 849,6	(200,1)	44 569,2	915	43 466,0	(21,7)	43 444,3	1 124,9
2002-2003	11 263	951 159,1	84,4	18 960,2	29 588,6	(117,3)	48 431,5	1 409	68 891,6	(100,4)	68 791,3	(20 359,8)
2003-2004	11 085	999 868,3	90,2	19 951,4	31 732,7	(139,2)	51 544,9	1 553	71 949,1	(285,5)	71 663,7	(20 118,7)
2004-2005	11 143	1 041 313,4	93,5	20 798,5	33 210,3	(170,0)	53 838,8	1 620	76 872,6	(412,4)	76 460,1	(22 621,3)
2005-2006	10 790	1 087 534,7	100,8	21 706,2	34 877,9	(217,0)	56 367,1	1 598	72 065,5	(386,3)	71 679,3	(15 312,2)
2006-2007	9 596	1 024 838,0	106,8	20 459,4	35 575,1	(370,4)	55 664,1	1 681	80 855,9	(566,5)	80 289,4	(24 625,3)
2007-2008	9 015	1 006 841,4	111,7	19 890,7	36 562,2	(251,8)	56 201,1	1 843	99 296,2	(573,2)	98 723,0	(42 522,0)
Total*	**106 091**	**9 522 170,8**	**89,8**	**189 792,6**	**255 054,0**	**(1 666,2)**	**443 180,4**	**10 945**	**528 660,5**	**(2 345,8)**	**526 314,7**	**(83 134,3)**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau III : Prêts et demandes d'indemnisation selon le type d'actif, Programme FPEC, 1999-2008

Type d'actif*	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Matériel	**1999-2007**	63 322	4 871 350,5	57,2	76,9	6 087	278 065,7	64,8	45,7
	2007-2008	5 449	497 246,5	49,4	91,3	1 198	63 294,2	63,7	52,8
	Total partiel	68 771	5 368 597,0	56,4	78,1	7 285	341 359,9	64,6	46,9
Biens immeubles	**1999-2007**	17 620	1 846 418,5	21,7	104,8	903	40 178,0	9,4	44,5
	2007-2008	1 105	147 736,3	14,7	133,7	170	9 459,5	9,5	55,6
	Total partiel	18 725	1 994 154,8	20,9	106,5	1 073	49 637,6	9,4	46,3
Améliorations locatives	**1999-2007**	16 134	1 797 560,4	21,1	111,4	2 112	111 120,6	25,9	52,6
	2007-2008	2 461	361 858,5	35,9	147,0	475	26 542,4	26,7	55,9
	Total partiel	18 595	2 159 419,0	22,7	116,1	2 587	137 663,0	26,0	53,2
	1999-2007	**97 076**	**8 515 329,5**	**100,0**	**87,7**	**9 102**	**429 364,3**	**100,0**	**47,2**
	2007-2008	**9 015**	**1 006 841,4**	**100,0**	**111,7**	**1 843**	**99 296,2**	**100,0**	**53,9**
Total**	**Total****	**106 091**	**9 522 170,8**	**100,0**	**89,8**	**10 945**	**528 660,5**	**100,0**	**48,3**

** Comme les prêts peuvent servir à des fins multiples, un prêt donné est associé à un type d'actif si plus de la moitié des fonds ont été consacrés à ce type d'actif.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

*Les données annuelles pour 1999-2007 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (***www.ic.gc.ca/lfpec***).*

Tableau IV : Prêts et demandes d'indemnisation par province et territoire, Programme FPEC, 1999-2008

Province ou territoire	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Terre-Neuve-et-Labrador	**1999-2007**	1 995	141 970,2	1,7	71,2	73	2 622,5	0,6	35,9
	2007-2008	154	12 495,0	1,2	81,1	25	854,3	0,9	34,2
	Total partiel	2 149	154 465,3	1,6	71,9	98	3 476,8	0,7	35,5
Île-du-Prince-Édouard	**1999-2007**	553	43 645,1	0,5	78,9	34	853,9	0,2	25,1
	2007-2008	39	3 052,1	0,3	78,3	5	449,3	0,5	89,9
	Total partiel	592	46 697,1	0,5	78,9	39	1 303,2	0,2	33,4
Nouvelle-Écosse	**1999-2007**	3 501	267 775,0	3,1	76,5	226	6 479,4	1,5	28,7
	2007-2008	292	24 695,9	2,5	84,6	55	1 965,9	2,0	35,7
	Total partiel	3 793	292 470,9	3,1	77,1	281	8 445,4	1,6	30,1
Nouveau-Brunswick	**1999-2007**	3 332	269 781,0	3,2	81,0	255	10 375,7	2,4	40,7
	2007-2008	289	23 188,9	2,3	80,2	48	2 072,7	2,1	43,2
	Total partiel	3 621	292 969,9	3,1	80,9	303	12 448,4	2,4	41,1
Québec	**1999-2007**	35 561	2 834 032,1	33,3	79,7	3 117	131 645,8	30,7	42,2
	2007-2008	2 969	321 743,8	32,0	108,4	613	31 159,6	31,4	50,8
	Total partiel	38 530	3 155 775,9	33,1	81,9	3 730	162 805,3	30,8	43,6
Ontario	**1999-2007**	25 862	2 745 456,9	32,2	106,2	3 880	215 482,7	50,2	55,5
	2007-2008	2 961	391 507,7	38,9	132,2	904	54 486,0	54,9	60,3
	Total partiel	28 823	3 136 964,6	32,9	108,8	4 784	269 968,7	51,1	56,4
Manitoba	**1999-2007**	3 478	264 384,7	3,1	76,0	233	8 000,9	1,9	34,3
	2007-2008	332	27 200,4	2,7	81,9	39	1 419,1	1,4	36,4
	Total partiel	3 810	291 585,1	3,1	76,5	272	9 420,1	1,8	34,6
Saskatchewan	**1999-2007**	4 327	311 163,3	3,7	71,9	200	6 171,4	1,4	30,9
	2007-2008	396	34 314,8	3,4	86,7	32	1 596,5	1,6	49,9
	Total partiel	4 723	345 478,1	3,6	73,1	232	7 767,9	1,5	33,5

Tableau IV (suite) : Prêts et demandes d'indemnisation par province et territoire, Programme FPEC, 1999-2008

Province ou territoire	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Alberta	**1999-2007**	10 567	964 655,7	11,3	91,3	581	26 236,4	6,1	45,2
	2007-2008	918	102 920,5	10,2	112,1	63	2 759,9	2,8	43,8
	Total partiel	11 485	1 067 576,2	11,2	93,0	644	28 996,3	5,5	45,0
Colombie-Britannique	**1999-2007**	7 699	654 191,3	7,7	85,0	501	21 216,8	4,9	42,3
	2007-2008	657	64 980,9	6,5	98,9	57	2 457,0	2,5	43,1
	Total partiel	8 356	719 172,2	7,6	86,1	558	23 673,8	4,5	42,4
Yukon	**1999-2007**	81	7 200,9	0,1	88,9	1	80,5	0,0	80,5
	2007-2008	3	368,2	0,0	122,7	1	10,2	0,0	10,2
	Total partiel	84	7 569,1	0,1	90,1	2	90,7	0,0	45,4
Territoires du Nord-Ouest	**1999-2007**	113	10 182,3	0,1	90,1	1	198,3	0,0	198,3
	2007-2008	5	373,0	0,0	74,6	0	0,0	0,0	0,0
	Total partiel	118	10 555,3	0,1	89,5	1	198,3	0,0	198,3
Nunavut	**1999-2007**	7	891,0	0,0	127,3	0	0,0	0,0	0,0
	2007-2008	0	0,0	0,0	0,0	1	65,7	0,1	65,7
	Total partiel	7	891,0	0,0	127,3	1	65,7	0,0	65,7
Total*	**1999-2007**	**97 076**	**8 515 329,5**	**100,0**	**87,7**	**9 102**	**429 364,3**	**100,0**	**47,2**
	2007-2008	**9 015**	**1 006 841,4**	**100,0**	**111,7**	**1 843**	**99 296,2**	**100,0**	**53,9**
	Total*	**106 091**	**9 522 170,8**	**100,0**	**89,8**	**10 945**	**528 660,5**	**100,0**	**48,3**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

*Les données annuelles pour 1999-2007 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (*www.ic.gc.ca/lfpec*).*

Tableau V : Prêts et demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, Programme FPEC, 1999-2008

Secteur d'activité	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Services d'hébergement	**1999-2007**	1 204	150 242,5	1,8	124,8	49	2 941,9	0,7	60,0
	2007-2008	99	14 879,4	1,5	150,3	12	533,9	0,5	44,5
	Total partiel	1 303	165 121,9	1,7	126,7	61	3 475,9	0,7	57,0
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	**1999-2007**	957	66 081,7	0,8	69,1	91	3 331,4	0,8	36,6
	2007-2008	62	5 136,6	0,5	82,8	5	397,1	0,4	79,4
	Total partiel	1 019	71 218,3	0,7	69,9	96	3 728,5	0,7	38,8
Agriculture (activités de soutien), foresterie, pêche et chasse	**1999-2007**	5 309	430 904,9	5,1	81,2	266	12 353,5	2,9	46,4
	2007-2008	287	22 314,5	2,2	77,8	61	2 768,8	2,8	45,4
	Total partiel	5 596	453 219,4	4,8	81,0	327	15 122,3	2,9	46,2
Arts, spectacles et loisirs	**1999-2007**	2 173	216 013,1	2,5	99,4	367	17 707,9	4,1	48,3
	2007-2008	178	22 057,4	2,2	123,9	68	3 694,9	3,7	54,3
	Total partiel	2 351	238 070,5	2,5	101,3	435	21 402,8	4,0	49,2
Construction	**1999-2007**	5 489	345 488,5	4,1	62,9	218	8 748,5	2,0	40,1
	2007-2008	542	39 971,0	4,0	73,7	43	1 422,7	1,4	33,1
	Total partiel	6 031	385 459,6	4,0	63,9	261	10 171,2	1,9	39,0
Services éducatifs	**1999-2007**	794	68 440,6	0,8	86,2	70	3 130,6	0,7	44,7
	2007-2008	85	11 284,9	1,1	132,8	8	342,6	0,3	42,8
	Total partiel	879	79 725,5	0,8	90,7	78	3 473,2	0,7	44,5
Finances et assurances	**1999-2007**	448	36 444,0	0,4	81,3	19	558,6	0,1	29,4
	2007-2008	23	2 187,1	0,2	95,1	8	419,1	0,4	52,4
	Total partiel	471	38 631,1	0,4	82,0	27	977,7	0,2	36,2
Services d'alimentation et de restauration	**1999-2007**	16 852	2 033 974,3	23,9	120,7	2 599	141 166,2	32,9	54,3
	2007-2008	2 217	335 459,7	33,3	151,3	560	33 849,6	34,1	60,4
	Total partiel	19 069	2 369 433,9	24,9	124,3	3 159	175 015,9	33,1	55,4

Tableau V (suite) : Prêts et demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, Programme FPEC, 1999-2008

Secteur d'activité	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Soins de santé et assistance sociale	**1999-2007**	2 191	210 244,7	2,5	96,0	189	7 655,6	1,8	40,5
	2007-2008	177	21 034,1	2,1	118,8	27	1 661,5	1,7	61,5
	Total partiel	2 368	231 278,8	2,4	97,7	216	9 317,2	1,8	43,1
Industries culturelles et de l'information	**1999-2007**	502	38 009,0	0,4	75,7	73	2 615,6	0,6	35,8
	2007-2008	18	2 051,9	0,2	114,0	7	523,3	0,5	74,8
	Total partiel	520	40 060,9	0,4	77,0	80	3 138,9	0,6	39,2
Fabrication	**1999-2007**	7 861	722 960,1	8,5	92,0	1 057	57 639,8	13,4	54,5
	2007-2008	582	69 159,4	6,9	118,8	192	12 201,3	12,3	63,5
	Total partiel	8 443	792 119,6	8,3	93,8	1 249	69 841,1	13,2	55,9
Exploitation minière, pétrolière et gazière	**1999-2007**	1 286	117 526,2	1,4	91,4	19	880,6	0,2	46,3
	2007-2008	159	16 437,5	1,6	103,4	9	353,2	0,4	39,2
	Total partiel	1 445	133 963,8	1,4	92,7	28	1 233,8	0,2	44,1
Autres services	**1999-2007**	17 991	1 465 230,6	17,2	81,4	1 265	56 404,0	13,1	44,6
	2007-2008	1 706	175 646,9	17,4	103,0	307	16 511,8	16,6	53,8
	Total partiel	19 697	1 640 877,5	17,2	83,3	1 572	72 915,7	13,8	46,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	**1999-2007**	3 549	260 706,3	3,1	73,5	317	12 416,3	2,9	39,2
	2007-2008	178	16 243,2	1,6	91,3	31	1 305,5	1,3	42,1
	Total partiel	3 727	276 949,6	2,9	74,3	348	13 721,8	2,6	39,4
Services immobiliers, de location et de location à bail	**1999-2007**	1 070	101 918,4	1,2	95,3	142	5 946,2	1,4	41,9
	2007-2008	70	8 130,9	0,8	116,2	49	2 439,2	2,5	49,8
	Total partiel	1 140	110 049,3	1,2	96,5	191	8 385,4	1,6	43,9
Commerce de détail	**1999-2007**	14 683	1 255 273,9	14,7	85,5	1 621	70 100,4	16,3	43,2
	2007-2008	1 324	147 866,8	14,7	111,7	314	15 885,3	16,0	50,6
	Total partiel	16 007	1 403 140,8	14,7	87,7	1 935	85 985,7	16,3	44,4

Tableau V (suite) : Prêts et demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, Programme FPEC, 1999-2008

Secteur d'activité	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Transport et entreposage	**1999-2007**	12 458	815 925,9	9,6	65,5	504	13 665,0	3,2	27,1
	2007-2008	1 186	83 622,0	8,3	70,5	91	2 070,7	2,1	22,8
	Total partiel	13 644	899 547,9	9,4	65,9	595	15 735,7	3,0	26,4
Services publics	**1999-2007**	397	29 336,5	0,3	73,9	12	590,8	0,1	49,2
	2007-2008	25	2 631,5	0,3	105,3	4	223,4	0,2	55,9
	Total partiel	422	31 968,0	0,3	75,8	16	814,2	0,2	50,9
Commerce de gros	**1999-2007**	1 862	150 608,0	1,8	80,9	224	11 511,3	2,7	51,4
	2007-2008	97	10 726,5	1,1	110,6	47	2 692,3	2,7	57,3
	Total partiel	1 959	161 334,5	1,7	82,4	271	14 203,6	2,7	52,4
Total*	**1999-2007**	**97 076**	**8 515 329,5**	**100,0**	**87,7**	**9 102**	**429 364,3**	**100,0**	**47,2**
	2007-2008	**9 015**	**1 006 841,4**	**100,0**	**111,7**	**1 843**	**99 296,2**	**100,0**	**53,9**
	Total*	**106 091**	**9 522 170,8**	**100,0**	**89,8**	**10 945**	**528 660,5**	**100,0**	**48,3**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

*Les données annuelles pour 1999-2007 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (***www.ic.gc.ca/lfpec***).*

Tableau VI : Prêts et demandes d'indemnisation selon le type d'exploitation, Programme FPEC, 1999-2008

Type d'exploitation	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Entreprises franchisées	**1999-2007**	11 761	1 404 393,0	16,5	119,4	1 720	90 189,2	21,0	52,4
	2007-2008	1 440	219 808,4	21,8	152,6	362	20 454,1	20,6	56,5
	Total partiel	13 201	1 624 201,4	17,1	123,0	2 082	110 643,3	20,9	53,1
Entreprises non franchisées	**1999-2007**	85 315	7 110 936,5	83,5	83,3	7 382	339 175,1	79,0	45,9
	2007-2008	7 575	787 032,9	78,2	103,9	1 481	78 842,1	79,4	53,2
	Total partiel	92 890	7 897 969,4	82,9	85,0	8 863	418 017,2	79,1	47,2
Total*	**1999-2007**	**97 076**	**8 515 329,5**	**100,0**	**87,7**	**9 102**	**429 364,3**	**100,0**	**47,2**
	2007-2008	**9 015**	**1 006 841,4**	**100,0**	**111,7**	**1 843**	**99 296,2**	**100,0**	**53,9**
	Total*	**106 091**	**9 522 170,8**	**100,0**	**89,8**	**10 945**	**528 660,5**	**100,0**	**48,3**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

*Les données annuelles pour 1999-2007 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (***www.ic.gc.ca/lfpec***).*

Tableau VII : Prêts et demandes d'indemnisation selon la taille des entreprises (d'après les recettes annuelles*), Programme FPEC, 1999-2008

Taille des entreprises (recettes annuelles*)	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
De 0 $ à 100 000 $	**1999-2007**	11 504	560 672,4	6,6	48,7	740	17 345,4	4,0	23,4
	2007-2008	865	50 760,9	5,0	58,7	101	3 126,2	3,1	31,0
	Total partiel	12 369	611 433,3	6,4	49,4	841	20 471,7	3,9	24,3
De 100 001 $ à 250 000 $	**1999-2007**	24 629	1 655 616,8	19,4	67,2	2 058	64 781,6	15,1	31,5
	2007-2008	2 049	158 715,8	15,8	77,5	391	15 664,3	15,8	40,1
	Total partiel	26 678	1 814 332,6	19,1	68,0	2 449	80 445,9	15,2	32,8
De 250 001 $ à 500 000 $	**1999-2007**	23 929	2 113 479,9	24,8	88,3	2 553	116 853,2	27,2	45,8
	2007-2008	2 514	281 936,9	28,0	112,1	549	25 859,1	26,0	47,1
	Total partiel	26 443	2 395 416,8	25,2	90,6	3 102	142 712,2	27,0	46,0
De 500 001 $ à 1 000 000 $	**1999-2007**	19 875	2 123 271,9	24,9	106,8	2 159	124 566,5	29,0	57,7
	2007-2008	2 146	302 901,8	30,1	141,1	474	33 158,5	33,4	70,0
	Total partiel	22 021	2 426 173,8	25,5	110,2	2 633	157 725,0	29,8	59,9
De 1 000 001 $ à 2 500 000 $	**1997-2008**	13 429	1 586 650,4	18,6	118,2	1 300	86 779,4	20,2	66,8
	2007-2008	1 158	169 240,0	16,8	146,1	273	17 909,0	18,0	65,6
	Total partiel	14 587	1 755 890,4	18,4	120,4	1 573	104 688,4	19,8	66,6
De 2 500 001 $ à 5 000 000 $	**1999-2007**	3 710	475 638,0	5,6	128,2	292	19 038,2	4,4	65,2
	2007-2008	283	43 285,9	4,3	153,0	55	3 579,1	3,6	65,1
	Total partiel	3 993	518 923,9	5,4	130,0	347	22 617,4	4,3	65,2
Total**	**1999-2007**	**97 076**	**8 515 329,5**	**100,0**	**87,7**	**9 102**	**429 364,3**	**100,0**	**47,2**
	2007-2008	**9 015**	**1 006 841,4**	**100,0**	**111,7**	**1 843**	**99 296,2**	**100,0**	**53,9**
	Total**	**106 091**	**9 522 170,8**	**100,0**	**89,8**	**10 945**	**528 660,5**	**100,0**	**48,3**

** D'après les estimations de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

*Les données annuelles pour 1999-2007 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (***www.ic.gc.ca/lfpec***).*

Tableau VIII : Prêts et demandes d'indemnisation selon le nombre d'années d'activité des entreprises, Programme FPEC, 1999-2008

Nombre d'années d'activités de l'entreprise qui emprunte	Exercice	Prêts accordés				Demandes d'indemnisation réglées			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Moins de 1 an	**1999-2007**	49 602	4 913 110,0	57,7	99,1	6 778	342 582,0	79,8	50,5
	2007-2008	4 987	626 797,0	62,3	125,7	1 360	76 829,0	77,4	56,5
	Total partiel	54 589	5 539 907,4	58,2	101,5	8 138	419 410,9	79,3	51,5
De 1 à 3 ans	**1999-2007**	13 865	1 009 859,0	11,9	72,8	1 161	42 087,0	9,8	36,3
	2007-2008	1 212	114 590,0	11,4	94,5	223	10 631,0	10,7	47,7
	Total partiel	15 077	1 124 449,5	11,8	74,6	1 384	52 718,5	10,0	38,1
Plus de 3 ans	**1999-2007**	33 609	2 592 360,0	30,4	77,1	1 163	44 695,0	10,4	38,4
	2007-2008	2 816	265 454,0	26,4	94,3	260	11 836,0	11,9	45,5
	Total partiel	36 425	2 857 813,9	30,0	78,5	1 423	56 531,1	10,7	39,7
Total*	**1999-2007**	**97 076**	**8 515 329,5**	**100,0**	**87,7**	**9 102**	**429 364,3**	**100,0**	**47,2**
	2007-2008	**9 015**	**1 006 841,4**	**100,0**	**111,7**	**1 843**	**99 296,2**	**100,0**	**53,9**
	Total*	**106 091**	**9 522 170,8**	**100,0**	**89,8**	**10 945**	**528 660,5**	**100,0**	**48,3**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

*Les données annuelles pour 1999-2007 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (***www.ic.gc.ca/lfpec***).*

Appendice B

Tableaux relatifs au Projet pilote de location-acquisition

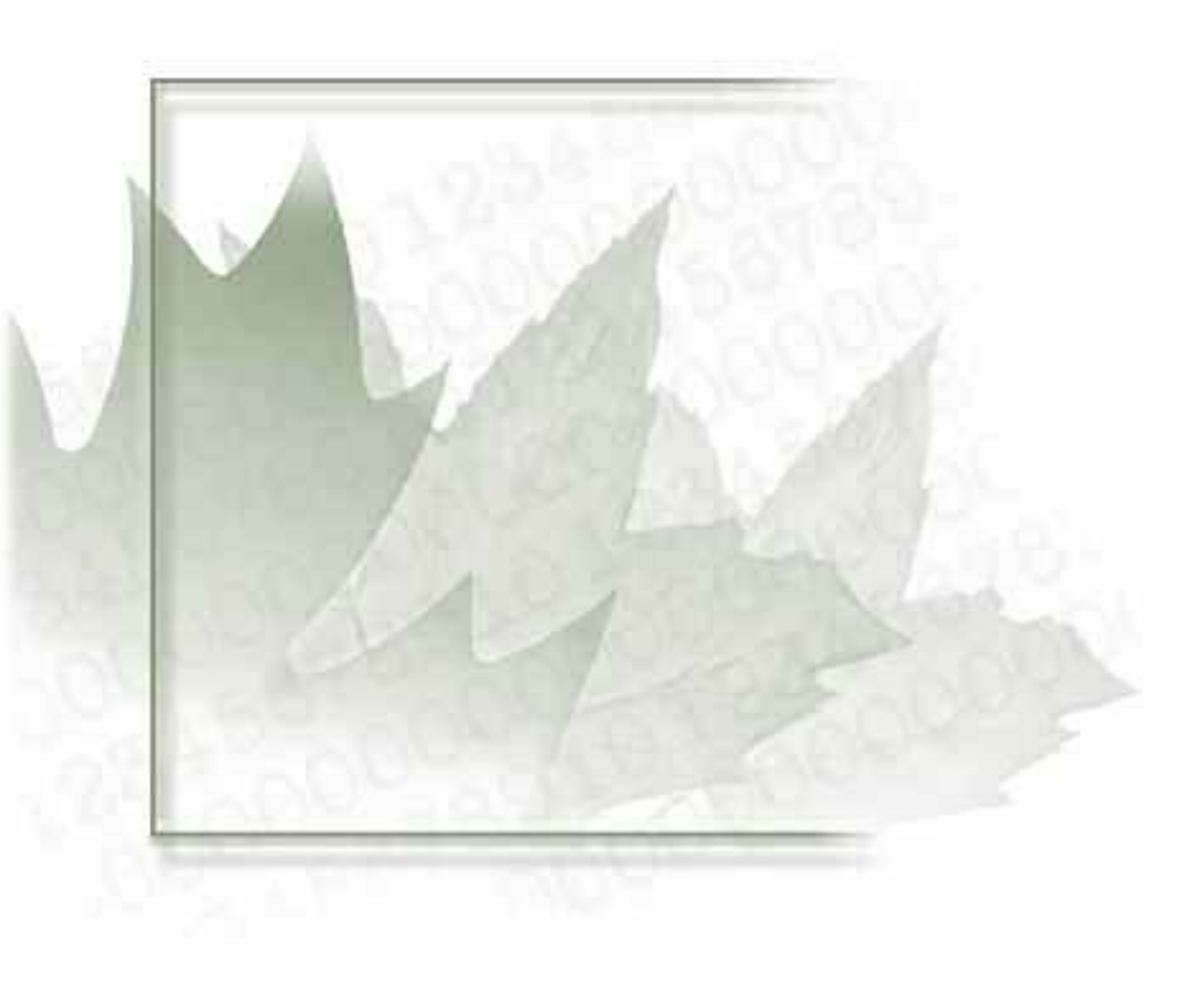


Tableau I : Résumé des activités financières par exercice, PPLA

Exercice	Contrats de location-acquisition			Recettes				Dépenses				Résultat net : recettes moins dépenses (milliers de dollars)
	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Valeur moyenne (milliers de dollars)	Droits d'enregistrement (milliers de dollars)	Remboursement de recettes d'exercices antérieurs (milliers de dollars)	Frais d'administration (milliers de dollars)	Recettes globales (milliers de dollars)	Nombre de demandes d'indemnisation	Demandes d'indemnisation réglées (milliers de dollars)	Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs (milliers de dollars)	Dépenses globales (milliers de dollars)	
2002-2003	57	8 773,7	153,9	172,3		38,3	210,6				0,0	210,6
2003-2004	124	16 208,5	130,7	318,8		161,3	480,2				0,0	480,2
2004-2005	288	25 973,7	90,2	510,3		353,7	864,1	1	11,3		11,3	852,8
2005-2006	441	37 977,7	86,1	745,2	(0,3)	606,4	1 351,3	17	503,7		503,7	847,6
2006-2007	588	47 292,3	80,4	928,8	(0,4)	874,7	1 803,1	16	443,1		443,1	1 360,0
2007-2008					(1,4)	876,0	874,6	35	898,3	(1,9)	896,4	(21,9)
Total*	**1 498**	**136 225,8**	**90,9**	**2 675,5**	**(2,1)**	**2 910,4**	**5 583,8**	**69**	**1 856,4**	**(1,9)**	**1 854,5**	**3 729,3**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau II : Recettes et dépenses liées aux contrats de location-acquisition, PPLA, entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2008

Exercice où les contrats ont été conclus	Valeur des contrats (milliers de dollars)	Types de recettes et de dépenses	Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars)						Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars)
			2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	
2002-2003	8 773,7	Droits d'enregistrement de 2 %	172,3						172,3
		Frais d'administration de 1,25 %*	38,3	75,3	60,1	38,8	18,8	5,3	236,5
		Demandes d'indemnisation réglées				(370,8)	(57,6)	(9,1)	(437,5)
		Flux de trésorerie annuel	210,6	75,3	60,1	(332,0)	(38,8)	(3,8)	(28,7)
2003-2004	16 208,5	Droits d'enregistrement de 2 %		318,8					318,8
		Frais d'administration de 1,25 %*		86,1	146,0	109,9	67,2	31,8	440,9
		Demandes d'indemnisation réglées			(11,3)	(132,9)	(52,8)	(149,8)	(346,9)
		Flux de trésorerie annuel		404,9	134,7	(23,1)	14,3	(118,0)	412,9
2004-2005	25 973,7	Droits d'enregistrement de 2 %			510,3	(0,3)			510,0
		Frais d'administration de 1,25 %*			147,7	238,1	173,1	110,5	669,3
		Demandes d'indemnisation réglées				0,0	(259,7)	(186,9)	(446,5)
		Flux de trésorerie annuel			658,0	237,7	(86,5)	(76,4)	732,8
2005-2006	37 977,7	Droits d'enregistrement de 2 %				745,2	(0,4)		744,8
		Frais d'administration de 1,25 %*				219,7	348,2	274,8	842,7
		Demandes d'indemnisation réglées				0,0	(72,9)	(509,5)	(582,4)
		Flux de trésorerie annuel				964,9	274,9	(234,7)	1 005,1
2006-2007	47 292,3	Droits d'enregistrement de 2 %					928,8	(1,4)	927,4
		Frais d'administration de 1,25 %*					267,4	453,6	721,0
		Demandes d'indemnisation réglées					0,0	(41,2)	(41,2)
		Flux de trésorerie annuel					1 196,2	411,0	1 607,2
Total**	**136 225,8**	**Droits d'enregistrement de 2 %**	**172,3**	**318,8**	**510,3**	**744,9**	**928,4**	**(1,4)**	**2 673,3**
		Frais d'administration de 1,25 %*	**38,3**	**161,3**	**353,7**	**606,4**	**874,7**	**876,0**	**2 910,4**
		Demandes d'indemnisation réglées	**0,0**	**0,0**	**(11,3)**	**(503,7)**	**(443,1)**	**(896,4)**	**(1 854,5)**
		Flux de trésorerie annuel	**210,6**	**480,2**	**852,8**	**847,6**	**1 360,0**	**(21,9)**	**3 729,3**

** Les frais d'administration de 1,25 p. 100 sont répartis entre les exercices d'après le solde estimatif moyen des contrats en cours pour chaque exercice.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*